Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

**Direction régionale de l'environnement,**
**de l'aménagement et du logement de Bretagne**

## Arrêté préfectoral
## portant décision après examen au cas par cas
## en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

### Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-015765 relatif au projet **de forage d'eau de 100 m de profondeur à Ploemeur (56)**, déposé par la société civile d'exploitation agricole (SCEA) « la ferme bio du resto », reçu et considéré complet le 25 mars 2026 ;

**Considérant que** ce projet relève de la catégorie n° « 27 a) – Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant la nature du projet :**

- forage d'une profondeur de 100 m pour un prélèvement annuel prévisionnel maximum de 1 200 m³, en vue d'assurer l'approvisionnement en eau d'une exploitation en agriculture biologique pour du maraîchage en plein champ (1,2 ha) et sous serre (1 000 m²) par

micro-aspersion de type gouttes à gouttes et en appoint d'une récupération d'eau de pluie via une réserve de 800 m³ pour 1 630 m² de toiture ;

**Considérant la localisation de ce projet :**

- sur une parcelle située en secteur « à protéger en raison du potentiel des terres agricoles et autorisant les installations et constructions liées à l'activité agricole », classé Aa par le plan local d'urbanisme (PLU) de Ploemeur, approuvé le 14 mars 2013 et dont la dernière procédure date du 27 mai 2025 ;
- à environ 245 m d'une zone humide recensée schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Blavet, à 89 m d'une zone humide potentielle faible, à 41 m d'un milieu humide probable et à 287 m d'un cours d'eau ;
- au sein d'une commune littorale, sur un secteur non identifié comme sensible aux intrusions salines ;

**Considérant que :**

- le projet prévoit d'exploiter la nappe (195AA02), selon le référentiel LISA (SIGES Bretagne), représentée par le socle métamorphique dans le bassin versant du Blavet de sa source à la mer, que le présent projet participera à augmenter la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, sans toutefois que cette contribution puisse être qualifiée de notable au sens de l'évaluation environnementale, compte tenu des volumes prélevés et du niveau de pression actuel sur la ressource ;
- des mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral fixant les dispositions applicables dans le département à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;
- le projet respectera notamment les règles portées par cet arrêté visant à prévenir les intrusions salines au cours de l'exploitation (suivi de la conductivité lors des essais de pompage et au cours de l'exploitation, maintien du niveau de la nappe au-dessus du niveau de la mer) ;
- le projet respectera notamment les règles portées par cet arrêté visant à prévenir la pollution de la nappe par des effluents de surface ;
- le pétitionnaire s'engage à assurer un suivi de l'incidence du forage sur les milieux sensibles environnants au moyen d'essai de pompage longue durée et suivi piézométrique en aval hydraulique et à ajuster si besoin les débits de prélèvement de sorte qu'aucun impact significatif ne soit observé ;

**Considérant que** le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## Arrête :

### Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de forage d'eau de 100 m de profondeur à Ploemeur (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

## Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

## Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

#signature#